

Le défi

Le monde n'est pas sur la bonne voie pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ou 2°C, et les conséquences du dépassement de ces objectifs se font de plus en plus évidentes.

En 2018, [le GIEC](#) a réaffirmé que l'élimination du dioxyde de carbone (EDC) est nécessaire dans toutes les trajectoires modélisées pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Un mélange de réduction des émissions et d'élimination du dioxyde de carbone est nécessaire pour atteindre la neutralité carbone (Net Zero) à l'horizon 2050 et émissions négatives par la suite. Les gouvernements, les scientifiques, la société civile et le secteur privé consacrent de plus en plus de ressources à l'EDC, mais les progrès restent limités et un manque de gouvernance entrave l'ampleur considérable et le rythme soutenu des éliminations requises, même dans les trajectoires de réduction des émissions les plus tranchées.

Certains scientifiques ont également examiné d'autres approches connues sous le nom de « gestion du rayonnement solaire » (GRS), pour aider à réduire les risques climatiques. Selon le GIEC, si certaines approches de GRS peuvent être théoriquement efficaces pour réduire un dépassement de la température, « elles sont confrontées à de grandes incertitudes et à des manques de connaissances, ainsi qu'à des risques importants et des contraintes institutionnelles et sociales de déploiement liées à la gouvernance, à l'éthique et aux conséquences sur le développement durable ».

Des choix difficiles se profilent. Une gouvernance de grande ampleur à de nombreux niveaux est essentielle pour aider les responsables politiques à prendre des décisions éclairées, pour lesquelles ils comparent les avantages et les risques, les synergies et les compromis à faire entre l'action et l'inaction dans un monde où le réchauffement avance à grands pas. Il faut notamment tenir compte de l'interaction potentielle des nouvelles approches avec les objectifs de développement durable.

La mission de l'initiative C2G

Le [Carnegie Climate Governance Initiative \(C2G\)](#) cherche à catalyser la création d'une gouvernance efficace pour les technologies pour l'Atténuation des Effets du Changement Climatique, en particulier pour la GRS et pour l'EDC à grande échelle.

[Sa mission](#) aura été accomplie une fois que la gouvernance aura été prise en compte par les gouvernements et les organismes intergouvernementaux et que ses activités seront intégrées dans des organisations intergouvernementales telles que les Nations unies. C2G cessera alors ses activités, vraisemblablement en 2023. Les principes directeurs de C2G sont les suivants :

Impartialité : C2G est impartiale quant à l'utilisation potentielle des technologies de modification du climat, mais pas sur la nécessité d'une gouvernance efficace.

Le besoin de gouvernance : la gouvernance englobe des interlocuteurs de tous les secteurs de la société qui se réunissent dans le cadre de divers processus pour débattre, apprendre, partager des connaissances et prendre des décisions à de nombreux niveaux.

L'État de droit international : C2G affirme la nécessité d'une action urgente pour le climat, qui doit être menée sur de nombreux fronts et comporter entre autres la mise en œuvre des accords multilatéraux existants.

Une approche globale de la gestion des risques : C2G encourage les discussions fondées sur des données probantes, guidées par le principe de précaution, qui portent sur les possibles avantages, risques, compromis et synergies.

État de préparation : la société doit prendre des décisions difficiles aujourd'hui, afin d'être prête demain.

Deux familles d'approches de modification du climat

Les approches d'élimination du dioxyde de carbone (EDC) à grande échelle visent à éliminer et à stocker définitivement de très grandes quantités de CO₂ de l'atmosphère. Elles se divisent en deux grandes catégories - fondées sur la nature et sur la technologie - qui sont sensiblement différentes, notamment en termes de besoins de gouvernance. Il est probable qu'aucune de ces deux approches ne suffise à elle seule.

Los métodos de modificación de radiación solar (MRS) chercheraient à réfléchir le rayonnement solaire (lumière du soleil) dans l'espace ou à permettre à davantage de chaleur de s'échapper de l'atmosphère terrestre. Elles répondraient principalement à un symptôme du changement climatique, plutôt qu'à une cause, et varieraient grandement. L'injection d'aérosols dans la stratosphère, en particulier, pourrait avoir des effets rapides à l'échelle planétaire, qui s'accompagnent de risques qui requièrent d'une attention à la gouvernance.

Qu'est-ce que la gouvernance ?

C2G considère que la gouvernance ne se limite pas aux lois, règles et réglementations. La gouvernance englobe des processus multiples et variés, qui engagent tous les secteurs de la société dans un processus d'apprentissage, de discussion et de prise de décision, susceptible d'aboutir à des accords multilatéraux. Il n'incombe pas à C2G d'influencer le résultat spécifique de ces processus, mais de sensibiliser aux questions essentielles qui les étayent.



La stratégie de C2G

C2G s'attache expressément à travailler avec les responsables politiques et leurs conseillers au sein des gouvernements et des organisations non gouvernementales, aux échelles internationale, régionales et nationales. Elle cherche à collaborer avec des acteurs catalytiques qui mènent des discussions plus larges sur la gouvernance sociétale. C2G n'est pas axée sur le grand public. Les publics visés sont les suivants :

- **Organisations intergouvernementales (OIG) :** une liste susceptible d'évoluer, comprenant actuellement le Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, plusieurs départements des Nations unies, dont des commissions régionales, l'ANUE et le PNUE, la CDB, la CCNUCC, le GIEC, l'OMM, le Commonwealth, le G20, le Conseil de l'Arctique, l'Union africaine et sa Commission, l'UE et l'UICN
- **Gouvernements nationaux :** des responsables politiques et leurs conseillers qui occupent des postes clés au sein du gouvernement de certains pays
- **Acteurs non étatiques (AnE) :** organisations de la société civile (OSC), groupes confessionnels, groupes de réflexion, organisations humanitaires, acteurs infranationaux, jeunes et secteur privé
- **Personnes influentes :** du monde de la politique internationale, des universités et des médias.

Le processus en 4 parties de C2G :

Sensibiliser et inspirer

Les responsables politiques et leurs conseillers, ainsi que d'autres acteurs clés de la société s'informent sur ces nouvelles approches et leurs conséquences et sur les raisons pour lesquelles elles doivent être régies.

Se réunir et collaborer

Différents acteurs se réunissent, discutent et développent une compréhension commune et des approches collaboratives de la gouvernance.

Catalyser la prise de décisions

Les gouvernements prennent des décisions pour combler les lacunes majeures en matière de gouvernance à l'échelle nationale et dans le cadre des processus des Nations unies et d'autres processus intergouvernementaux pertinents.

Faire la transition des fonctions de C2G vers des OIG et autres entités compétentes

L'expertise, les produits et les pratiques de C2G vont être transférées vers des OIG avant la dissolution de l'initiative.

Challenges : du monde de la politique internationale, des universités et des médias.

Dans un contexte changeant et politisé, C2G reconnaît que des événements et des actions inattendus peuvent bouleverser les plans et demander un réajustement de l'approche.

La pandémie de COVID-19 en est un bon exemple. Pendant un certain temps, il pourrait être plus difficile de mettre en place une gouvernance climatique, en raison des restrictions sur les déplacements et les réunions, et de l'évolution des priorités politiques. Elle pourrait aussi en revanche créer de nouvelles opportunités et des leçons à tirer.

En réponse à cela, C2G a accru sa présence en ligne et examine de nouvelles façons d'interagir avec le public, notamment le besoin de garantir la diversité et l'inclusion. Le lancement de [C2GLearn](#) et [C2GDiscuss](#), qui visent à prôner le débat et à catalyser l'apprentissage en ligne en sont des exemples.

Dans l'ensemble, C2G estime qu'une approche fondée sur les données probantes et les risques reste la meilleure direction à suivre, elle continuera donc à encourager ces idées.

C2G au cœur d'un débat qui s'élargit

C2G est une petite initiative à durée limitée du [Carnegie Council for Ethics in International Affairs](#), actuellement financée par les fondations V. Kann Rasmussen, IKEA, OAK et Open Society. Ce financement ne suit pas le moindre programme politique d'un quelconque parti. Son équipe virtuelle exerce ses activités dans sept pays répartis sur trois continents, et a acquis une expérience au sein de gouvernements, OIG, OSC, médias et universités. Elle entretient des relations avec les décideurs et leurs conseillers dans le monde entier. C2G est guidée par un groupe consultatif composé d'éminents experts dans de nombreux domaines.

Alors qu'un nombre croissant d'acteurs entrent sur le terrain, la contribution de C2G repose sur son impartialité, son accès à l'international et sa nature de catalyseur, limitée dans le temps. C2G ne cherche pas à jouer le rôle d'institut de recherche, de fournisseur de solutions, de groupe de réflexion, d'arbitre ou d'agent d'informations, mais plutôt à susciter l'entrée d'autres acteurs dans ce domaine.

C2G a généré une série de produits d'information et d'événements pour accompagner ce processus. Il s'agit notamment de résumés des données probantes, de notes politiques, de blogs, de bulletins d'information, d'infographies et de vidéos, ainsi que d'une série de webinaires et de « discussions informelles autour d'un feu de camp » visant à faciliter la sensibilisation et l'apprentissage. Pour accomplir sa mission, C2G préfère aider les autres à générer leurs propres événements et produits, plutôt que de promouvoir sa propre marque.

La voie à suivre pour 2020-2023

Les responsables politiques, la société civile et le secteur privé admettent de plus en plus ce que le GIEC a réaffirmé en 2018 quant à la nécessité d'une **EDC** à grande échelle pour parvenir à zéro émission nette et, à terme, à des émissions négatives nettes.

Par conséquent, de nombreux acteurs se sont lancés sur ce terrain depuis que C2G a commencé son travail en 2017 et, d'une certaine manière, C2G a déjà atteint bon nombre de ses objectifs en la matière. Dans ce contexte, tout en réduisant de plus en plus ses activités de gouvernance de l'EDC, C2G va continuer à :

- Travailler avec les gouvernements et les inciter fortement à combler les lacunes en matière de gouvernance de l'EDC dans le cadre du processus de la CCNUCC
- S'impliquer auprès des acteurs concernés pour veiller à ce que les objectifs d'EDC soient compatibles avec le programme de développement durable dans son ensemble, notamment en termes de biodiversité, sécurité alimentaire et utilisation des terres, surtout à l'heure d'envisager des « solutions fondées sur la nature »
- Déclencher et soutenir un forum informel, dirigé par le gouvernement, qui permette d'échanger des expériences pratiques sur les activités d'EDC et leur gouvernance avec des représentants adéquats du secteur privé, des OIG et des OSC
- Mettre progressivement un terme au travail de C2G sur la gouvernance de l'EDC à mesure que la CCNUCC commence à combler les lacunes en matière de gouvernance

Les discussions sur la **GRS** en sont à un stade moins avancé et déclenchent davantage de controverses que celles sur l'EDC, mais à mesure que la crise climatique s'aggrave, les approches de GRS et la recherche en la matière suscitent une plus grande attention. C2G va continuer à :

- Accroître les contacts avec les gouvernements et les organismes intergouvernementaux afin de sensibiliser et d'améliorer la compréhension à de nombreux niveaux, du national au mondial en passant par le régional
- Susciter une plus grande implication des acteurs des pays du Sud, en particulier des pays moins développés qui sont particulièrement vulnérables au climat
- Identifier les lacunes de gouvernance, ainsi que la recherche et les discussions au sein des gouvernements et entre ceux-ci, nécessaires pour y remédier
- Aider les gouvernements à approfondir les conclusions à venir du GIEC sur la gouvernance de la GRS, notamment par le biais d'un examen à l'Assemblée générale des Nations unies

Dans tous les cas, C2G continuera à suivre et à répondre à l'évolution de la situation politique, scientifique et économique, et est prête à s'adapter rapidement si nécessaire. Elle scrutera donc les possibles moments charnières, susceptibles de modifier les calculs des risques et de créer de nouvelles exigences en matière de gouvernance.

L'approche de C2G en pratique : l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement

En 2017 et 2018, C2G a travaillé avec les gouvernements, des OIG et des AnE pour sensibiliser et identifier les principaux processus internationaux. Cela a notamment abouti à la décision de la Suisse de présenter une résolution sur la « géo-ingénierie et sa gouvernance » lors de la 4e session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE) en 2019.

La résolution était censée demander au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) d'entreprendre une évaluation des risques, des avantages et des défis de gouvernance liés à l'EDC et à la GRS. D'après négociations n'ont pas permis de parvenir à un consensus, en raison des différences nationales, d'une mauvaise compréhension et de la confusion autour de ces approches. Cependant, la proposition a suscité un nouvel intérêt et a déclenché des discussions pointues et continues au sein des gouvernements et des acteurs non étatiques et entre eux.

De nombreux nouveaux acteurs se sont ensuite tournés vers C2G pour qu'elle les oriente et les informe. C2G a renoncé au terme générique de « géo-ingénierie » pour se référer collectivement à l'EDC et à la GRS, suite aux commentaires qui suggéraient qu'une telle confusion entravait le débat. Un certain nombre de pays ont commencé à discuter d'éventuelles actions de suivi, notamment en vue de la 5e session de l'ANUE qui aura lieu en 2021, et en marge des Nations unies à New York.

Genève -New York, août 2020

